



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Fourniture d'équipement audiovisuel et de visioconférence avec services associés pour l'université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA)

Procédure formalisée
N° d'accord-cadre : 2025-1337

ACHETEUR :
UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE	4
4.1 Clauses générales	4
4.2 Tranches optionnelles et modalités d’affermissement	5
ARTICLE 5 – FORME DE L’ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 6 – ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 7 – INTERLOCUTEURS ET SUIVI DE L’ACCORD-CADRE	7
7.1 Interlocuteurs	7
7.2 Suivi de l’accord-cadre	7
ARTICLE 8 – ROLE D’ASSISTANCE ET DE CONSEIL DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 9 – MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
9.1 Dans le cadre des marchés subséquents fondés sur le lot 1 de l’accord-cadre	7
9.2 Dans le cadre des marchés subséquents fondés sur le lot 2 de l’accord-cadre	8
9.3 Dans le cadre des marchés subséquents fondés sur le lot 3 de l’accord-cadre	8
ARTICLE 10 – CONDITIONS D’EXECUTION	8
10.1 Conditions générales.....	8
10.2 Conditions d’exécution dans le cadre du lot 1	8
10.3 Conditions d’exécution dans le cadre des lots 2 et 3	9
10.4 Traitement des données – Confidentialité – secret des affaires	10
10.5 Sécurité	11
10.6 Assurances et réparation des dommages.....	11
ARTICLE 11 – MODALITES DE COMMANDE	12
11.1 Modalités de commande dans le cadre du lot 1	12
11.2 Émission des bons de commande (engagements juridiques (EJ)-commandes) dans le cadre des lots 2 et 3.....	12
11.3 Adresse de livraison/expédition	12
ARTICLE 12 – EVOLUTION DES BPU DES LOTS 2 ET 3 ET DU CATALOGUE	13
ARTICLE 13 – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	13
13.1 Dans le cadre du lot 1	13
13.2 Dans le cadre des lots 2 et 3	14
13.3 Clause butoir.....	16
13.4 Clause de sauvegarde	16
13.5 Promotions	16
ARTICLE 14 – CONDITIONS DE LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE, FORMATION, VERIFICATION, ADMISSION ET GARANTIE ET SERVICE APRES-VENTE	17
ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT.....	17
15.1 Délai de règlement.....	17
15.2 Conditions de facturation	17
15.3 Avance	18
15.4 Acomptes.....	19
ARTICLE 16 – OPERATIONS DE VERIFICATION	19
ARTICLE 17 – DEVELOPPEMENT DURABLE	19
17.1 Clause d’action sociale.....	19
17.2 Clause environnementale	20
ARTICLE 18 – PENALITES ET SANCTIONS FINANCIERES.....	21
18.1 Règle générale.....	21
18.2 Retard de livraison ou d’exécution.....	21
18.3 à 18.10 Autres pénalités	22
ARTICLE 19 – EXECUTION PAR UN AUTRE PRESTATAIRE.....	22
19.1 Exécution par un autre prestataire en cas d’impssibilité pour le titulaire d’assurer la commande	22
19.2 Exécution par un autre prestataire pour besoins occasionnels de faibles montants	23
ARTICLE 20 – RESILIATION	23
ARTICLE 21 – MODIFICATION DU MARCHE	23
21.1 Règles générales.....	23

21.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	24
ARTICLE 22 – SUSPENSION DE L’ACCORD-CADRE EN COURS D’EXECUTION	24
ARTICLE 23 – LANGUE.....	25
ARTICLE 24 – MONNAIE.....	25
ARTICLE 25 – LITIGES	25
ARTICLE 26 – INSTANCE CHARGEES DES RECOURS	25
ARTICLE 27 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	25
ARTICLE 28 – DEROGATION AU CCAG-FCS	25

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Le contrat est un marché public conformément au Code de la commande publique.

L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre porte sur la fourniture d'équipement audiovisuel et de visioconférence avec services associés pour l'université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA).

L'accord-cadre et les marchés qui sont conclus sur son fondement, ci-après désignés « marchés subséquents », sont des contrats qui concernent les besoins de l'université :

- en équipements audiovisuels et de visioconférence avec prestations d'installation spécifiques
- en matériels et accessoires de productions audiovisuels professionnels et/ou semi-professionnels sans prestation de service
- en matériels et accessoires de diffusion audiovisuels et/ou de visioconférence avec ou sans prestation de service

pour l'ensemble de ses sites.

L'accord-cadre établit les termes régissant les marchés à passer au cours de la période fixée à l'article 4 du présent CCAP.

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations en rapport avec l'objet de l'accord-cadre tel que précisé ci-dessous. Les marchés subséquents au présent accord-cadre ne peuvent toutefois contenir de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre, constitué des pièces énumérées à l'article 6 du présent CCAP.

Les prestations objet du présent marché sont susceptibles d'être financées, en tout ou partie, par des fonds européens.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre est alloté comme suit :

- Lot n°1 : **Multi-attributaires** : Équipements audiovisuels et de visioconférence avec prestations d'installation spécifiques
- Lot n°2 : **Mono-attributaire** : Matériels et accessoires de productions audiovisuels professionnels et/ou semi-professionnels sans prestation de service
- Lot n°3 : **Mono-attributaire** : Matériels et accessoires de diffusion audiovisuels et de visioconférence avec et/ou sans prestation de service

ARTICLE 4 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

4.1 Clauses générales

4.1.1 Accord-cadre :

La durée du présent accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification.

Il peut être tacitement reconduit 3 fois pour une période de 1 an chacune, soit une durée maximale de 4 ans.

La date prévisionnelle du début d'exécution est fixée au **21/10/2025**. La date définitive de début d'exécution figurera dans l'acte d'engagement. A défaut, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS.

En cas de non reconduction, l'acheteur adresse au titulaire une lettre recommandée avec accusé de réception ou un message depuis la plateforme des achats de l'État, en respectant un préavis de deux (2) mois avant le terme de la période en cours, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

4.1.2 Marchés subséquents :

Chaque lot de l'accord-cadre donne lieu à la conclusion de marchés subséquents passés pendant la durée de validité de l'accord cadre.

Les marchés subséquents se terminent au plus tard 6 mois après la date de fin de l'accord cadre.

La durée des marchés subséquents est déterminée lors de la passation de chaque marché subséquent et rappelée dans le marché subséquent.

S'agissant des lots 2 et 3 :

- Le premier marché subséquent durera 12 mois.
- Par principe, les fréquences des mises en concurrence et des durées des marchés subséquents sont de 12 mois.
- Par exception et notamment en cas de difficulté sur la procédure de remise en concurrence, la durée des marchés subséquents pourra être inférieure ou supérieure à 12 mois.
- En tout état de cause, la durée d'un marché subséquent ne pourra être inférieure à 9 mois ni supérieure à 15 mois.

4.2 Tranches optionnelles et modalités d'affermissement

Dans le cadre des marchés subséquents fondés sur le lot 1, les prestations demandées pourront être réalisées sous forme de marché à tranches, en fonction notamment des contraintes liées au projet de modernisation des bâtiments de l'université, ou en vue d'intégrer une prestation de maintenance des équipements.

La décision d'affermir la (ou les) tranche(s) optionnelle(s) est matérialisée par un ordre de service ou indiquée dans le courrier de notification.

Le titulaire du marché subséquent concerné ne pourra pas prétendre au versement d'indemnité de dédit, ni d'attente en cas de retard.

Si la/les tranche(s) optionnelle(s) est/sont affermie(s), l'affermissement interviendra dans le délai indiqué dans le marché subséquent concerné.

ARTICLE 5 – FORME DE L'ACCORD-CADRE

Cet accord-cadre est passé selon la procédure formalisée en application de l'article L.2124-1 du Code de la commande publique.

Il fait l'objet d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 1° du Code de la commande publique.

Pour chacun des lots, le présent contrat est un accord-cadre à marchés subséquents conclu en application des articles L.2125-1 1°, R.2121-8 et R.2162-2 al.1 du code de la commande publique. Se fondant sur l'article R.2162-4 2°, il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum.

S'agissant du lot 1, il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires. Le nombre maximal de titulaires pour le présent lot est porté à 4, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. Les titulaires seront remis en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents découlant du présent accord-cadre.

En cas d'offre régulière unique, ce lot 1 sera exécuté sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire et les marchés subséquents fondés sur ce lot seront conclus auprès de l'unique titulaire désigné.

Conformément à l'article R. 2162-4, le lot n°1 est conclu sans montant minimum et avec montant maximum.

La forme des prix du lot n°1 est forfaitaire.

S'agissant des lots 2 et 3, il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire. Un marché subséquent sera conclu chaque année pour une durée de 9 à 15 mois définie dans le marché subséquent. Il sera exécuté au moyen de bons de commande en application de l'article R.2162 al.2 et de l'article R.2162-8 et dans les conditions déterminées aux articles R. 2162 al.1 à 10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2162-4, les lots n°2 et n°3 sont conclus sans montant minimum et avec montant maximum. La forme des prix des lots 2 et 3 est unitaire.

Le montant maximal sur la durée maximale de l'accord-cadre est fixé comme suit :

Lot n°1 :

- Le montant estimatif du lot 1 est de 800 000 € HT
- Le montant maximal du lot 1 est fixé à 2 000 000 € HT
- Ce montant maximal correspond au montant estimatif majoré de 150 % pour prendre en compte notamment les futurs grands projets dont l'établissement pourrait être lauréat et nécessitant la mise en place d'équipements supplémentaires.

Lot n°2 :

- Le montant estimatif du lot 2 est de 200 000 € HT
- Le montant maximal du lot 2 est fixé à 400 000 € HT
- Ce montant maximal correspond au montant estimatif majoré de 50 % pour prendre en compte notamment les besoins non connus à ce jour.

Lot n°3 :

- Le montant estimatif du lot 3 est de 500 000 € HT
- Le montant maximal du lot 3 est fixé à 800 000 € HT
- Ce montant maximal correspond au montant estimatif majoré de 60 % pour prendre en compte notamment les besoins non connus à ce jour.

Les montants estimatifs ne constituent pas un engagement contractuel de l'acheteur.

ARTICLE 6 – ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre pour chaque lot concerné,
- Le marché subséquent pour chaque lot concerné,
- L'annexe financière dans le cadre du marché subséquent 2025-1337-1-1,
- L'annexe financière à l'acte d'engagement dans le cadre des lots 2 et 3,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) dans le cadre des lots 2 et 3,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive,
- L'annexe au CCAP, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services publié au JO du 1^{er} avril 2021. Ce document peut être téléchargé librement à l'adresse suivante :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus. Toute clause portée dans les documents de référence du candidat (catalogue, tarif ou autre documentation), contraire aux dispositions des documents contractuels précédemment cités, est réputée non écrite. Il en va ainsi, notamment, des conditions générales de vente.

Tout ajout ou modification des pièces contractuelles citées ci-dessus à l'initiative des candidats intègrera l'ordre de priorité afférent à l'offre technique du titulaire.

ARTICLE 7 – INTERLOCUTEURS ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Interlocuteurs

Un référent métier et un référent administratif sont désignés en interne à l'UPPA. Ils seront les interlocuteurs privilégiés du titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre, et mettront éventuellement en place avec lui des procédures de suivi.

Le titulaire a l'obligation de désigner dès la mise en place de l'accord-cadre et à l'attention du référent métier ou coordinateur de l'accord-cadre un ou des correspondants en charge des prestations :

- pour le suivi administratif des commandes de l'université ;
- pour le suivi technique de l'accord-cadre avec le référent métier ou le coordinateur de l'accord-cadre ;
- pour le suivi du traitement des données à caractère personnel en lien avec le référent métier ou le coordinateur de l'accord-cadre et le délégué à la protection des données ;
- pour la gestion des factures, si le service est différencié.

Le titulaire s'engage à informer la Direction des achats et du pilotage de la dépense de tout changement d'interlocuteurs.

7.2 Suivi de l'accord-cadre

Dès la notification de l'accord-cadre, une réunion de lancement sera prévue en présentiel sur le site de Pau ou en visioconférence ou par tout autre moyen utile, entre les différents interlocuteurs afin de présenter les modalités de pilotage et de réalisation des prestations.

Des réunions de suivi annuelles seront organisées au cours de l'exécution de l'accord-cadre, afin d'optimiser l'avancement des prestations. Par ailleurs et en cas de difficulté, une nouvelle réunion pourra être provoquée.

ARTICLE 8 – RÔLE D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL DU PRESTATAIRE

Le prestataire assure un rôle de conseil et d'assistance auprès de l'UPPA à chaque étape de la prestation.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

9.1 Dans le cadre des marchés subséquents fondés sur le lot 1 de l'accord-cadre

Les marchés subséquents relevant du lot 1 « Equipements audiovisuels et de visioconférence avec prestations d'installation spécifiques » de l'accord-cadre 2025-1337 feront l'objet d'une mise en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre à chaque survenance des besoins sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE). Seuls les titulaires du lot 1 seront autorisés à déposer une offre.

Les titulaires du lot 1 de l'accord-cadre sont au maximum au nombre de 4. En cas d'offre régulière unique, le lot sera exécuté sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

Les titulaires ont l'obligation de répondre aux marchés subséquents soumis par l'acheteur.

En cas de non réponse lors de la mise en concurrence pour un marché subséquent, le titulaire doit motiver son absence d'offre, justifications formelles à l'appui. Sera une motivation recevable, l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des causes indépendantes de la volonté du titulaire, de moyens humains ou matériels. Ne sera pas recevable l'engagement de ces moyens sur d'autres dossiers : il appartient au titulaire de prendre toutes mesures pour faire face à ses engagements.

La durée de validité des offres reçues dans le cadre des marchés subséquents sera fixée dans chacun d'eux, de même que l'existence de variantes, de tranches optionnelles ou de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

Une visite obligatoire des locaux pourra être demandée dans le marché subséquent concerné.

Les titulaires du lot 1 se rendront ainsi compte, sur place, des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, de la disposition des lieux, des conditions d'accès et d'exécution. Le candidat incorporera dans le prix global, tous les travaux indispensables (y compris électriques et réseaux), étant compris qu'il suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui auraient été omis. Toutes prises de mesures et d'études seront à la charge du titulaire.

L'installation des matériels audiovisuels sera assurée par le titulaire du marché subséquent concerné dans le complet achèvement, conformément aux règles de l'art, de la bonne construction et aux règlements en vigueur (normes françaises).

La remise des offres intervient dans le délai fixé dans les documents assurant la mise en concurrence.

Les critères de pondération de tout marché subséquent fondé sur le lot 1 du présent accord-cadre seront les suivants :

- **Prix (entre 30 et 40 points)**
- **Valeur Technique (entre 40 et 60 points)**
- **Aspects environnementaux (entre 10 et 20 points)**

9.2 Dans le cadre des marchés subséquents fondés sur le lot 2 de l'accord-cadre

Le premier marché subséquent est attribué au candidat classé 1er dans le cadre de l'analyse des offres remises au titre du lot 2 de l'accord-cadre, et désigné titulaire de ce lot.

Les marchés subséquents suivants seront attribués au titulaire du lot 2 sur la base de l'offre remise au titre du marché subséquent concerné.

Aucune visite sur site n'est prévue.

9.3 Dans le cadre des marchés subséquents fondés sur le lot 3 de l'accord-cadre

Le premier marché subséquent est attribué au candidat classé 1er dans le cadre de l'analyse des offres remises au titre du lot 3 de l'accord-cadre, et désigné titulaire de ce lot.

Les marchés subséquents suivants seront attribués au titulaire du lot 3 sur la base de l'offre remise au titre du marché subséquent concerné.

Aucune visite sur site n'est prévue.

ARTICLE 10 – CONDITIONS D'EXECUTION

10.1 Conditions générales

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions de l'accord-cadre et à signaler à l'UPPA tout changement de situation à l'acheteur et les éventuels justificatifs nécessaires dans les plus brefs délais.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'UPPA les moyens humains, techniques et logistiques afin d'assurer les prestations.

Le titulaire est responsable de tout dommage causé à toute personne ou à tout bien à l'occasion de l'une des prestations dont il a la charge au titre du présent accord-cadre.

L'UPPA se réserve le droit d'exécuter elle-même, ou de faire exécuter, au compte du titulaire la réparation des dommages causés.

10.2 Conditions d'exécution dans le cadre du lot 1

10.2.1 Livraisons

Pour toutes les livraisons :

Les fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bon de livraison comportant **obligatoirement** les annotations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- la référence du marché subséquent (et du lot concerné le cas échéant) ;
- l'indication du nom du titulaire ;

- les coordonnées précises du service acheteur (nom, composante, service et adresse de livraison) ;
- l'identification et la quantité des fournitures livrées et, le cas échéant, leur répartition par colis ;
- le numéro de série de chaque matériel commandé.

La livraison du ou des colis est constatée par la signature du bon de livraison par le représentant du collège ou service à l'origine de l'achat. Aucun colis ne doit être laissé à l'extérieur ou dans le hall des bâtiments de l'établissement.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination, à la livraison et manutention des matériels et produits relatifs au marché subséquent incombent au titulaire. Ce dernier est, par ailleurs, responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage.

Le titulaire cherchera (dans la mesure du possible) à minimiser ses impacts environnementaux dans le cadre de ses déplacements.

10.2.2 Protection et nettoyage durant l'exécution :

Les titulaires devront protéger les ouvrages ou locaux adjacents à la mise en œuvre de la prestation, de même qu'ils doivent protéger les matériels jusqu'à la réception par tous moyens appropriés.

Les titulaires devront, en fin de chantier, restituer les espaces existants dans le même état de propreté que celui dans lequel ils les ont trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par les titulaires des obligations découlant des prescriptions du présent article, l'université fera exécuter les nettoyages, aux frais du titulaire concerné, par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable.

10.2.3 Délai d'exécution :

Le délai d'exécution partira à compter de la date de début d'exécution indiquée dans le marché subséquent concerné ou, à défaut, à compter de la date de notification du marché subséquent.

10.2.4 Prolongation du délai d'exécution :

L'acheteur peut accorder une prolongation du délai d'exécution au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il en est ainsi notamment si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

10.3 Conditions d'exécution dans le cadre des lots 2 et 3

10.3.1 Livraisons

Pour toutes les livraisons :

Les fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bon de livraison comportant **obligatoirement** les annotations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- la référence du bon de commande et du marché subséquent concerné ;
- l'indication du nom du titulaire ;
- la spécification du nom, de la composante, du service et de l'adresse de livraison de l'acheteur ;
- l'identification et la quantité des fournitures livrées et, le cas échéant, leur répartition par colis ;
- le numéro de série de chaque matériel commandé.

La livraison du ou des colis est constatée par la signature du bon de livraison par le représentant du collège ou service à l'origine de l'achat. Aucun colis ne doit être laissé à l'extérieur ou dans le hall des bâtiments de l'établissement.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination, à la livraison et à la manutention des matériels et produits relatifs au marché subséquent incombent au titulaire. Ce dernier est, par ailleurs, responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage.

Le titulaire cherchera (dans la mesure du possible) à minimiser ses impacts environnementaux dans le cadre de ses déplacements.

10.3.2 Prestations proposées :

Conformément aux articles 6.2.3.a et 6.3.3.a du CCTP, le titulaire proposera, dès notification du marché subséquent, un accès reprenant toute l'offre technique dédiée au lot concerné afin d'informer au mieux les différents acheteurs de l'UPPA.

Cette offre doit scrupuleusement être conforme au bordereau de prix en vigueur et doit, d'une part tenir compte des taux de remises contractuels de l'accord-cadre, et d'autre part, par article et a minima, présenter :

- les caractéristiques techniques,
- le tarif HT et TTC remisé en euros,
- le délai de livraison,
- le niveau de stock (si niveau de stock limité),
- la garantie légale constructeur (si proposée).

Le titulaire s'engage auprès de l'UPPA à mettre en place une procédure de suivi de la commande, des livraisons et de l'exécution des prestations.

En cas de sollicitation ayant pour objet des fournitures ou des prestations qui ne sont pas en rapport avec l'objet de l'accord-cadre auquel elles sont rattachées, le titulaire est tenu de ne pas donner suite à la demande qui lui a été transmise et d'en aviser par écrit le Service Audiovisuel et Visioconférence (Service A/V) de l'UPPA.

10.3.3 Délai d'exécution :

Le délai d'exécution de chaque commande partira à compter de l'envoi de l'EJ-CDE correspondant.

Le titulaire proposera lors de son offre initiale le délai de livraison maximum sur lequel il s'engage pour la durée de l'accord-cadre, ce délai pourra être réduit lors des offres remises pour l'attribution des marchés subséquents. Les livraisons effectuées au titre du marché subséquent ne pourront pas être postérieures de plus de 15 jours ouvrés à la date d'échéance de l'accord-cadre.

10.3.4 Prolongation du délai d'exécution :

L'acheteur ou, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG FCS, l'ordonnateur ayant validé l'EJ-commande, peut accorder une prolongation du délai d'exécution au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il en est ainsi notamment si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

10.4 Traitement des données – Confidentialité – secret des affaires

Chaque partie est tenue au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de la prestation et notamment de l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses personnels et ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de la prestation. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire, ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en vertu de l'article 41 du CCAG-FCS.

Chaque partie s'engage à respecter la loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires transposant la directive n° 2016/943/UE du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites.

Aux termes de l'article L151-1 du Code de commerce, une information protégée par le secret des affaires doit répondre aux critères suivants :

1° elle n'est pas, en elle-même ou dans la configuration et l'assemblage exacts de ses éléments, généralement connue ou aisément accessible pour les personnes familières de ce type d'informations en raison de leur secteur d'activité ;
2° elle revêt une valeur commerciale, effective ou potentielle, du fait de son caractère secret ;
3° elle fait l'objet de la part de son détenteur légitime de mesures de protection raisonnables, compte tenu des circonstances, pour en conserver le caractère secret.

Aux termes de l'article L151-6 du Code de commerce, l'obtention, l'utilisation ou la divulgation d'un secret des affaires est aussi considérée comme illicite lorsque, au moment de l'obtention, de l'utilisation ou de la divulgation du secret, une personne savait, ou aurait dû savoir au regard des circonstances, que ce secret avait été obtenu, directement ou indirectement, d'une autre personne qui l'utilisait ou le divulguait de façon illicite au sens du premier alinéa de l'article L. 151-5.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, la confidentialité et/ou le secret des affaires en cours d'exécution de la prestation, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur, sauf dans le cas où ces modifications s'imposeraient aux parties.

10.5 Sécurité

Le titulaire exécute la prestation dans les conditions de sécurité et d'hygiène conformément aux règles en vigueur tant pour les biens que pour les personnes. Il s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur au sein de l'UPPA dans le cadre des prestations demandées. Toute intervention doit être réalisée par du personnel qualifié et habilité (en fournissant les attestations à jour), avec les moyens matériels adéquats, dans le respect de la législation sur le travail notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Dans le cadre des lots 1 et 3, en cas de perçage des murs par le titulaire en vue de l'installation d'équipements, un certificat attestant de l'absence d'amiante dans les murs sera fourni par l'UPPA en amont de la prestation.

Le titulaire doit être tenu informé du lieu de rassemblement en cas d'alerte incendie sur le lieu de la prestation sur lequel il intervient.

10.6 Assurances et réparation des dommages

10.6.1 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

10.6.2 Réparation des dommages

Conformément à l'article 8 du CCAG-FCS, les dommages de toute nature causés aux biens ou aux personnels de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 11 – MODALITES DE COMMANDE

11.1 Modalités de commande dans le cadre du lot 1

Aucun « bon de commande » ne sera adressé au titulaire.

La notification du marché subséquent relatif au lot 1 engage juridiquement l'acheteur selon les éléments figurant sur l'acte d'engagement.

Suite à la notification, un mail sera adressé au titulaire précisant le numéro d'engagement juridique (EJ) attribution à faire figurer sur la facture sous la forme ATT-202X-XXXXXX.

11.2 Émission des bons de commande (engagements juridiques (EJ)-commandes) dans le cadre des lots 2 et 3

Une pluralité de gestionnaires sera amenée à passer commande et une pluralité de lieux de livraison sera à prendre en compte.

Dans le cadre d'un achat hors BPU et pour toute demande de prestation d'installation de matériel issue du BPU du lot 3, le responsable de la commande demandera un devis au titulaire avant de passer commande.

Les bons de commande, appelés engagements juridiques commandes (EJ-CDE), sont émis au fur et à mesure de la survenance du besoin par le collège ou service de l'UPPA concerné, sur la base :

- des montants indiqués dans le BPU, dans le cas de l'achat d'un matériel présent au BPU
- des montants indiqués dans le devis du titulaire (avec application du taux de remise prévu au titre de l'accord-cadre), dans le cas de l'achat d'un matériel hors BPU.

Ils comportent les éléments suivants :

- le n° de l'accord-cadre (2025-1337) et le lot concerné (2 ou 3),
- le numéro de l'EJ-CDE (qui devra figurer sur le bon de livraison),
- la désignation de la fourniture/prestation,
- la quantité commandée,
- le prix HT et TTC correspondant,
- l'adresse exacte du lieu de livraison, précisant le bâtiment et les contraintes d'accès éventuelles,
- le nom du responsable de la commande,
- les coordonnées exactes du collège/service émetteur de la commande.

Les EJ-CDE seront édités et transmis par chaque responsable de collège/service de l'établissement ou leurs représentants habilités. Ils seront validés électroniquement dans le système d'information de l'UPPA par l'ordonnateur, aucune signature manuscrite ne figurera donc sur les documents générés.

Ces EJ-CDE seront notifiés au titulaire de l'accord-cadre par courrier électronique (EJ-CDE en pièce jointe) ou tout autre moyen numérique, sauf demande ponctuelle expresse contraire de ce dernier. Le délai d'exécution de chaque commande partira à compter de l'envoi du bon de commande correspondant.

Les EJ-CDE pourront être émis au titre du marché subséquent jusqu'au dernier jour de validité de ce dernier.

11.3 Adresse de livraison/expédition

Différents lieux de livraison, répartis sur les 5 sites de l'UPPA mentionnés à l'article 3 du CCTP, seront à respecter par le titulaire.

L'adresse de livraison peut être différente de l'adresse de facturation.

L'expédition doit être faite rigoureusement dans le respect des consignes données par l'EJ-CDE pour l'adresse de livraison. Toute livraison non conforme à ce niveau sera réputée non reçue.

ARTICLE 12 – ÉVOLUTION DES BPU DES LOTS 2 ET 3 ET DU CATALOGUE

La consultation se fonde sur les technologies présentes sur l'accord-cadre au moment de la rédaction de celui-ci. L'évolution dans ce domaine étant importante, il est fondamental que le titulaire s'engage, pour la durée de l'accord-cadre, à faire évoluer les produits proposés à l'UPPA dans le cadre du BPU.

Si, au cours de cet accord-cadre, les articles évoluent ou ne sont plus disponibles, le titulaire devra réactualiser l'offre et en informer les référents de l'établissement. Cette réactualisation devra obligatoirement être anticipée afin de ne pas occasionner de rupture d'offre pour l'ensemble des articles de cet accord cadre.

Tout matériel proposé en substitution de l'offre initiale par le titulaire satisfait aux éléments ci-après :

- Justification de la nouvelle référence pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique, d'obsolescence ou de modification de la réglementation, etc.
- Spécifications du nouveau matériel conformes aux clauses techniques du cahier des charges (et du BPU du marché subséquent concerné dans le cas d'une évolution du BPU). Elles doivent respecter la nature et les fonctionnalités des prestations retenues dans le cadre contractuel initial.
- Cohérence du montant de la nouvelle référence proposée avec l'offre initiale.

Le bordereau des prix unitaires (BPU) fera l'objet d'une actualisation sous réserve des points listés ci-dessus et de la validation par la Direction du numérique. Cette actualisation est validée à travers la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Durant l'exécution de cet accord-cadre, le service A/V de l'UPPA se réserve le droit d'exprimer de nouveaux besoins en matière d'équipements et accessoires audiovisuels et de visioconférence, sous réserve de ne pas apporter de modifications substantielles ni au besoin exprimé initialement, ni à l'offre initiale du titulaire. Ces besoins seront soumis au titulaire pour proposition d'une offre de prix, par mail, dans le délai précisé par l'université dans sa demande (ce délai étant au minimum de 5 jours ouvrés), avant contractualisation par voie d'avenant (sous réserve d'acceptation de l'offre de la part de l'acheteur).

Lors de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure, à la demande de la Direction des achats et du pilotage de la dépense de l'UPPA, de supprimer du catalogue proposé, certains produits ou familles de produits ne correspondant pas au périmètre de l'accord-cadre.

ARTICLE 13 – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

13.1 Dans le cadre du lot 1

Au niveau des marchés subséquents :

13.1.1 Forme des prix :

Les marchés subséquents sont traités à prix forfaitaire par application du prix forfaitaire proposé dans les annexes financières des marchés subséquents.

13.1.2 Contenu des prix :

Les prix sont fermes, définitifs, et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, écotaxes ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais, charges, droits de douane et aléas pouvant résulter de l'exécution de l'accord-cadre, notamment les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation, au repérage et marquage des câbles de liaison, à la fixation des matériels, à la mise en service, à la connexion des différents équipements, à la formation et au service après-vente, les frais afférents à l'application de l'article 18 du CCAG FCS relatifs aux matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires. Le prix intégrera tous les travaux indispensables (y compris électriques et réseaux), toutes prises de mesures et d'études.

Toutefois les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Si le marché subséquent prévoit des prestations de maintenance :

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG FCS relatif à la maintenance des prestations.

La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge de l'acheteur :

- la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- les modifications demandées par l'acheteur aux spécifications du matériel prévues par le marché ;
- la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute de l'acheteur ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à l'acheteur ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.

Les prix sont fermes durant le marché subséquent concerné.

Ils s'entendent TTC.

13.1.3 Actualisation du prix :

Par dérogation aux articles 10.1.2 et 10.2.4 du CCAG-FCS, le prix est ferme la première année mais pourra être actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date limite de réception des offres (indiquée en page de garde du règlement de consultation) et la date de début d'exécution des prestations. Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations, selon la formule ci-dessous :

$$P = P_o \times ((I - 3) / I_o)$$

P : prix actualisé

P_o : prix initial

I et I_o : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A38 JA – Edition, audiovisuel et diffusion (Identifiant 010766353) publiés par l'INSEE

I et I - 3 sont des valeurs prises respectivement par rapport à l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois du début d'exécution de la prestation soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

I_o : indice au mois zéro (date limite de réception des offres)

I - 3 : indice antérieur de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations ou dernier indice définitif connu à la date d'actualisation.

Dans le cadre d'un marché subséquent à tranches optionnelles, le prix de chaque tranche est actualisable selon la formule ci-dessus, aux conditions économiques observées à une date antérieure de trois mois au début d'exécution des prestations de la tranche.

Les prix utilisés dans les formules sont hors TVA.

Les arrondis sont réalisés sur le résultat du calcul. Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

En complément de cet article, le prix actualisé est arrêté et exprimé avec deux chiffres après la virgule selon la méthode suivante :

- Si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime supérieur ;
- Si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime inférieur.

13.2 Dans le cadre des lots 2 et 3

13.2.1 Au niveau de l'accord-cadre :

Les taux de remises contractualisés dans l'accord-cadre sont fermes pour la durée de validité de l'accord-cadre.

13.2.2 Au niveau des marchés subséquents :

13.2.2.1 Forme des prix

Les prix sont traités à prix unitaires.

S'agissant d'un produit figurant au bordereau des prix unitaires (BPU), les prestations seront réglées par application des prix unitaires remisés sur la base du BPU du marché subséquent concerné, après application du taux de remise contractualisé dans l'annexe à l'acte d'engagement de l'accord-cadre pour chaque famille de produits.

S'agissant d'un produit ne figurant pas au BPU, les prestations sont réglées par application du taux de remise prévu à l'annexe à l'acte d'engagement de l'accord-cadre pour chaque famille de produits au catalogue du prestataire sur ses prix de référence.

Les BPU renseignés lors de la remise des offres au titre de l'accord-cadre sont contractualisés pour la première année de l'exécution de l'accord-cadre, ils s'appliqueront lors du premier marché subséquent fondé sur le lot concerné.

13.2.2.2 Contenu des prix

Les prix sont :

- fermes pour les marchés subséquents d'une durée inférieure ou égale à 12 mois (à l'exception du 1^{er} marché subséquent),
- révisibles pour le 1^{er} marché subséquent et les marchés subséquents suivants d'une durée supérieure à 12 mois, définitifs, et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, écotaxes ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais, charges, droits de douane et aléas pouvant résulter de l'exécution de l'accord-cadre, notamment les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, aux éventuels frais de douane et au transport (livraison standard) jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires..

Les prix s'entendent TTC.

Toutefois les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les taux de remise contractualisés dans l'accord-cadre sont fermes pour la durée de l'exécution de l'accord-cadre. Ils seront appliqués sur les prix catalogue du titulaire pour chaque famille.

Dans le cadre des prestations de maintenance commandées au titre du lot 3 :

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG FCS relatif à la maintenance des prestations.

La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge de l'acheteur :

- la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- les modifications demandées par l'acheteur aux spécifications du matériel prévues par le marché ;
- la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute de l'acheteur ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à l'acheteur ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.

Les prix s'entendent TTC.

13.2.2.3 Révision du prix

S'agissant du premier marché subséquent, les prix sont fermes pendant 9 mois à compter de la notification du marché subséquent puis **révisibles**, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule de révision ci-après.

S'agissant des marchés subséquents suivants :

Dans le cas où le marché subséquent dépasserait la durée de 12 mois, une révision des prix sera appliquée.

Les prix sont fermes pendant 12 mois à compter de la notification du marché subséquent puis **révisables**, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule de révision ci-après.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix du marché subséquent sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres indiqué en page de garde du règlement de consultation 2025-1337. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Dans le cas où la valeur connue d'un indice précisée dans une formule n'est pas publiée à la date de révision, la dernière valeur définitive publiée connue sera prise en compte pour le calcul du prix de règlement.

Les arrondis sont réalisés sur le résultat du calcul. Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG FCS.

En complément de cet article, le prix révisé est arrêté et exprimé avec deux chiffres après la virgule selon la méthode suivante :

- Si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime supérieur ;
- Si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime inférieur.

Les prix utilisés dans les formules sont hors TVA.

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P = Po (0.15 + 0.85 (I/Io))$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

Po = Prix initial à la valeur du mois zéro

I = valeur du mois de l'année de révision en cours - 3 mois, telle que publiée par l'INSEE

Io = valeur du mois zéro - 3 mois, telle que publiée par l'INSEE

Identifiant INSEE 010766353 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A38 JA – Edition, audiovisuel et diffusion (Identifiant)

La révision sera calculée par la Direction des achats et du pilotage de la dépense et adressée au titulaire dans les 15 jours suivant la date de prise d'effet. Sous réserves des clauses de sauvegarde et butoir, les tarifs seront réputés acceptés en cas de silence 15 jours après réception. Le titulaire ne peut se prévaloir de l'absence d'envoi de la révision de prix par la Direction des achats et du pilotage de la dépense pour se soustraire à l'application de la présente clause de révision de prix qui, par définition, doit s'appliquer.

13.3 Clause butoir

L'application des dispositions qui précèdent ne pourra conduire à une variation des prix supérieure à 6 % sur une période de 12 mois.

13.4 Clause de sauvegarde

Le marché subséquent ne prévoit pas de clause de sauvegarde.

13.5 Promotions

Le titulaire s'engage, pendant la durée de l'accord-cadre, à faire bénéficier l'UPPA des offres promotionnelles ou commerciales en cours, supérieures aux remises proposées lors de l'offre initiale, en adressant une information par voie électronique à la Direction des achats et du pilotage de la dépense de l'université (achats-publics@univ-pau.fr) qui en fera part aux acheteurs. Ainsi, le titulaire s'engage à proposer tout au long de l'accord-cadre des tarifs toujours plus intéressants que les prix publics.

Dans le cas où l'application d'un tarif promotionnel entraîne l'absence de remise contractuelle, le titulaire le signale de sorte que le service ou collège responsable de la commande choisisse la solution financièrement la plus avantageuse.

ARTICLE 14 – CONDITIONS DE LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE, FORMATION, VERIFICATION, ADMISSION ET GARANTIE ET SERVICE APRES-VENTE

Les conditions liées à la livraison et à l'installation des matériels, à la mise en service avec formation des utilisateurs, aux vérifications, à l'admission, à la garantie du matériel et au service après-vente sont décrites à l'article 13 du CCTP.

ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT

15.1 Délai de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont effectués après service fait.

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le mode de règlement retenu est le virement avec mandatement administratif, dans le délai global de règlement de 30 jours, décompté à partir de la plus tardive des deux dates suivantes : date de certification du service fait, date de réception de la facture jugée recevable.

L'université de Pau et des pays de l'Adour se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en les faisant porter au crédit du compte ouvert au nom du prestataire dont les références figurent à l'acte d'engagement ou à tout autre compte que le titulaire désignerait ultérieurement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité pour le titulaire de l'accord-cadre ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai précité.

Conformément aux articles R.2192-31 à 36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

15.2 Conditions de facturation

Concernant les prestations unitaires des lots 2 et 3 de l'accord-cadre, la facturation doit être établie individuellement pour chaque collège / service à l'origine d'une commande.

Le regroupement des commandes des différents collèges et services de l'UPPA au niveau de la facturation n'est pas autorisé.

15.2.1 Mentions obligatoires :

15.2.1.1 Dans le cadre du lot 1 :

Les factures devront porter les mentions légales accompagnées des indications suivantes :

- Le numéro du marché subséquent 2025-1337-1-X concerné,
- Le numéro de l'engagement juridique (EJ)-attribution communiqué après notification du marché subséquent sous la forme ATT-202X-XXXXXX,
- Les coordonnées précises du service acheteur : selon les précisions figurant sur le courrier de notification,
- La fourniture livrée / prestation exécutée exactement définie (nature et quantité, n° de série le cas échéant),
- La durée de garantie le cas échéant,
- La date de la livraison / prestation terminée,
- Le prix HT, TTC, le taux et le montant de la TVA *.

() Pour les fournisseurs étrangers membres de l'Union Européenne, les factures seront libellées HT avec mention du numéro de TVA intracommunautaire.*

Il ne peut être facturé que les quantités livrées et prestations exécutées.

L'absence d'une mention obligatoire et plus particulièrement la référence du marché subséquent et le numéro de l'engagement juridique entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions énoncées ci-dessus.

15.2.1.2 Dans le cadre des lots 2 et 3 :

Les factures devront porter les mentions légales accompagnées des indications suivantes :

- Le numéro du marché subséquent 2025-1337-X-X concerné,
- Le numéro de l'engagement juridique (EJ)-commande sous la forme CDE-202X-XXXXXX,
- Les coordonnées précises du collège / service concerné par la commande, selon les précisions figurant sur l'EJ-CDE,
- La fourniture livrée / prestation exécutée exactement définie (nature et quantité, n° de série le cas échéant),
- La durée de garantie le cas échéant,
- La date de la livraison / prestation terminée,
- Le prix HT, TTC, le taux et le montant de la TVA *,
- Le taux de remise consentie, conformément à l'annexe à l'acte d'engagement du lot concerné.

() Pour les fournisseurs étrangers membres de l'Union Européenne, les factures seront libellées HT avec mention du numéro de TVA intracommunautaire.*

Il ne peut être facturé que les quantités livrées et prestations exécutées.

L'absence d'une mention obligatoire et plus particulièrement la référence de l'accord-cadre et le numéro de l'engagement juridique entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions énoncées ci-dessus.

15.2.2 Supports de facturation :

Conformément aux articles L2192-1 s. du code de la commande publique, le titulaire transmet les factures sous forme électronique.

Le titulaire se rendra à cette fin sur la plateforme gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, mise à disposition par l'État, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le numéro SIRET de l'établissement est le : 19640251500270

Les personnes désignées pour le paiement sont :

- Ordonnateur : M. le Président de l'université de Pau et des pays de l'Adour.
- Comptable assignataire : Mme l'Agent Comptable de l'université de Pau et des pays de l'Adour.

Les modalités de facturation sont susceptibles d'évolution selon les dispositions réglementaires de la dématérialisation.

Toute facture parvenue avant l'admission définitive des prestations est renvoyée au titulaire et donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle facture.

15.2.3 Erreurs de facturation :

Les erreurs de facturation sont signalées au titulaire par courrier électronique émanant de l'acheteur concerné, dès constatation de l'erreur.

Le titulaire doit alors procéder à l'émission d'un avoir dans le délai maximum de deux (2) semaines après signalement de l'erreur par l'acheteur.

15.3 Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance forfaitaire est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option retenue par l'acheteur au titre de l'article 11.1 du CCGA-FCS est l'option A.

Conformément à l'article R.2191-5 du code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 20 % :

- du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande si la durée du marché subséquent est inférieure ou égale à 12 mois ;
- d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois, si la durée du marché subséquent est supérieure à 12 mois.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.

Conformément aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint soixante-cinq pour cent (65%) du montant du marché.

Conformément à l'article R.2191-6 du code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Les dispositions des articles R2191-13 et R2191-16 et s. du Code de la commande publique sont applicables.

15.4 Acomptes

Conformément à l'article R.2391-21 du code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R.2191-32 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2391-22 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

ARTICLE 16 – OPERATIONS DE VERIFICATION

L'équipement donne lieu à des opérations de vérification qui dérogent aux modalités et conditions définies aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS publié au JO du 1^{er} avril 2021 (l'article 13.2.1 du CCTP déroge aux articles 28.1 et 28.2 (vérifications lot 1) et 30.1 (admission lots 2 et 3) du CCAG).

Les vérifications seront effectuées dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCTP 2025-1337.

ARTICLE 17 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Il est attendu du titulaire qu'il soit investi dans une démarche de développement durable (mesures de protection de l'environnement et engagements sociaux) dans le cadre des prestations du marché.

17.1 Clause d'action sociale

En application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur souhaite promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et lutter contre le chômage.

A ce titre l'entreprise titulaire devra choisir et réaliser une action sociale de son choix, parmi les possibilités présentées ci-dessous et détaillées ensuite en annexe du présent CCAP, qui permette la mobilisation vers l'emploi de personnes en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés particulières. A savoir :

- Action découverte des métiers ;
- Immersion en entreprise ;
- Atelier conseil - entretien ressources ;
- Parrainage ;
- Implication dans une action partenariale ;
- Agir pour plus de mixité dans les métiers ;

Pour cela, l'entreprise titulaire prendra contact avec la facilitatrice des clauses sociales dont les coordonnées sont les suivantes :

Fanny TEJEIRO
Facilitatrice des clauses sociales
Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées
Pôle Laherrère – 3 place Laherrère – 64000 PAU
05 59 27 85 80 / Poste 43324 – 06 21 87 77 04
Mail : f.tejeiro@agglo-pau.fr

L'entreprise titulaire aura pour obligation de mettre en place au minimum une des actions proposées en annexe. En cas de non-respect de cette obligation une sanction est définie à l'article 18.10 du CCAP.

Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Le titulaire est informé que la gestion des données sera confiée au Plan local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) Pau Béarn Pyrénées. Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Le PLIE Pau Béarn Pyrénées est responsable du traitement des données collectées.

Les données sont conservées pendant une durée de :

- ✓ dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus ;
- ✓ dans le cadre des règles du FSE ces informations devront être conservées pendant 10 ans ;
- ✓ en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant la déléguée à la protection des données par mail à : dpo@agglo-pau.fr ou par courrier : à l'attention de la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées – Hôtel de France – 2 bis, Place Royale – 64000 PAU. Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

17.2 Clause environnementale

La démarche de développement durable du candidat est présentée, dans l'offre du titulaire, sous la forme :

- De la présentation d'une intention générale ;
- De la présentation d'une éventuelle charte de l'entreprise, si elle existe ;
- De la présentation d'éventuels labels et certificats détenus par l'entreprise ;
- De la présentation des choix et actions mis en place dans le cadre du présent marché, notamment :
 - pour la gestion des déchets générés au moment de la livraison ;
 - pour les matériaux d'emballage utilisés ;
 - pour la réduction des quantités d'emballage ;
 - pour la réduction de l'impact carbone dans le cadre du transport des marchandises.

17.2.1 Clause environnementale générale

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Ainsi, la circulation en heure de pointe doit être évitée, le transport groupé des marchandises privilégié et les véhicules à faibles émissions ou les modes de transport doux ou alternatifs à la route favorisés.

Dans la mesure du possible le titulaire s'engage à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, dans le cadre de ses livraisons.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par l'accord-cadre.

17.2.2 Gestion et traitement des déchets produits dans le cadre de la prestation

Le titulaire s'engage à laisser le site de livraison vierge de tout déchet produit par la prestation. En particulier, les déchets d'emballage sont repris par le titulaire sans surcoût, à la demande de l'acheteur. Les palettes devront être reprises sans surcoût également.

Le titulaire est responsable, en sa qualité de producteur ou détenteur, des déchets générés par ses activités et produits sur l'ensemble du site, jusqu'à leur entière élimination. L'élimination des déchets doit être réalisée régulièrement et comprend les opérations de collecte, stockage, tri, transport dans un centre de traitement ou de dépôt agréé.

En cas de non-respect de ces obligations, l'acheteur se réserve le droit de confier les opérations de nettoyage et d'enlèvement des déchets à une entreprise tierce, la dépense en résultant étant à la charge du titulaire défaillant.

ARTICLE 18 – PENALITES ET SANCTIONS FINANCIERES

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

18.1 Règle générale

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS :

- l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités ;
- le titulaire encourt, sans invitation par écrit, les pénalités définies ci-après.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000€ pour l'ensemble du marché subséquent.

Le montant total des pénalités de retard pouvant être appliquées est plafonné à 10% du montant du marché subséquent ou de la tranche considérée le cas échéant (lot 1), ou du bon de commande (lots 2 et 3), conformément à l'article 14.1.2 du CCAG FCS.

Les pénalités seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

18.2 Retard de livraison ou d'exécution

Dans le cas d'un retard de livraison ou d'exécution, des pénalités s'appliquent dans les conditions fixées ci-dessous, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

$$P = (V \times R) / 400$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = le nombre de jours de retard.

En cas de difficulté d'approvisionnement et sous réserve que le titulaire soit en mesure de prouver de la prise en charge de la commande de l'acheteur dès sa notification, la pénalité pourra ne pas être appliquée.

18.3 Pénalités en cas d'absence de réponse répétée aux marchés subséquents fondés sur le lot 1 de l'accord-cadre :

Lorsqu'un titulaire du lot 1 de l'accord-cadre ne répond pas à trois mises en concurrence dans une année civile, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer des pénalités correspondant à **500€ HT** par mise en concurrence.

Une mise en concurrence est entendue par un marché subséquent (si absence d'allotissement) ou par un lot (si marché subséquent alloti). L'absence de réponse est entendue par l'absence de dépôt d'offre selon les modalités (respect de la liste des pièces à fournir) et les délais fixés.

18.4 Pénalités pour erreur de facturation :

Dans le cas d'erreurs de facturation portant sur les montants ou sur l'absence de l'une des mentions obligatoires indiquées à l'article 15.2.1 du présent CCAP, des pénalités à hauteur de **50€ HT** par facture erronée pourront être appliquées à compter de la 6^{ème} facturation erronée sur un trimestre concerné.

18.5 Pénalités pour livraison non conforme et/ou endommagée :

Dans le cas d'une livraison d'articles non conformes et/ou endommagés, le titulaire est tenu de reprendre et de remplacer les fournitures concernées. Une pénalité d'un montant de forfaitaire de **50€ HT** pourra par ailleurs être appliquée.

18.6 Pénalités pour proposition d'articles hors périmètre :

En cas de proposition d'articles hors périmètre de l'accord-cadre par le titulaire, une pénalité forfaitaire de **100€ HT** est applicable.

18.7 Pénalités pour défaut de propreté :

En cas de défaut de propreté du chantier dans le cadre du lot 1 de l'accord-cadre et sur simple constat de l'acheteur, ce dernier se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de **200€ HT**.

18.8 Pénalités pour non-respect des conditions d'accès aux locaux :

En cas de non-respect des dispositions relatives aux conditions d'accès aux sites, bâtiments et locaux, l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de **200€ HT** par non-respect constaté.

18.9 Retard de transmission des documents et/ou statistiques :

Dans le cas d'un retard de transmission des tableaux de bord mentionnés à l'article 8 du CCTP, des pénalités à hauteur de **50€ HT** par jour de retard pourront être appliquées.

18.10 En matière d'action sociale : sanction financière

En cas de non-respect de la clause d'action sociale (une action au choix sur toute la durée de chaque lot de l'accord-cadre) la sanction financière est de 1% du montant HT du lot concerné.

Cette pénalité s'appliquera :

- sur le montant total HT forfaitaire de l'ensemble des marchés subséquents attribués au titre du lot 1 sur la durée totale de l'accord-cadre,
- sur le montant total HT des bons de commandes émis au titre de chacun des lots 2 et 3 sur la durée totale de l'accord-cadre,
- par l'émission d'un titre exécutoire.

ARTICLE 19 – EXECUTION PAR UN AUTRE PRESTATAIRE

19.1 Exécution par un autre prestataire en cas d'impossibilité pour le titulaire d'assurer la commande

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'assurer la fourniture ou prestation dans les délais sur lesquels il s'est engagé dans son offre, ce dernier est tenu d'avertir par écrit le service ou le collège à l'origine de la commande ou le service à l'origine de la demande dans les meilleurs délais et dans tous les cas avant la fin des délais contractuels prévus.

L'acheteur se réserve le droit d'annuler la commande par écrit porté à la connaissance du titulaire par un courriel indiquant le motif de l'annulation.

L'annulation de la commande par l'acheteur doit intervenir dans un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la réception de l'écrit du titulaire attestant de l'impossibilité d'assurer la prestation dans le délai prévu ou, en l'absence d'information du titulaire, dans un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la date de fin du délai contractuel prévu.

L'université pourra alors faire appel à un autre fournisseur pour assurer la commande.

19.2 Exécution par un autre prestataire pour besoins occasionnels de faibles montants

L'université peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1% du montant total du lot de l'accord-cadre, ni la somme de 10 000 euros HT, en particulier en vue de commander auprès d'entreprises adaptées, établissements et services d'aide par le travail ou structures équivalentes employant des personnes handicapées au sens de la loi n°2005-102 du 11 février 2005.

ARTICLE 20 – RESILIATION

La résiliation s'appliquera selon les conditions des articles 38 et s. du CCAG-FCS.

Dans le cadre de l'article 43 du CCAG-FCS, l'acheteur établit et notifie un décompte de résiliation au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, l'acheteur a la faculté de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire dans les deux hypothèses suivantes :

- Lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre ou ordres de service ou en cas d'inexécution d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard ;
- En cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire.

Au moment de la résiliation de l'accord-cadre, les prestations non servies et ayant donné lieu à paiement au moment de la résiliation de l'accord-cadre font l'objet d'un remboursement par virement administratif sur le compte de l'Agence comptable de l'UPPA ou à défaut par chèque libellé à l'ordre de Mme l'agent comptable de l'UPPA.

ARTICLE 21 – MODIFICATION DU MARCHE

21.1 Règles générales

Le présent accord-cadre est susceptible d'évoluer du fait des besoins de l'établissement ou de contraintes sanitaires françaises, européennes et mondiales, etc.

Ces modifications seront formalisées à travers un écrit. Elles s'inscrivent en cohérence avec l'offre initiale fournie. Elles pourront être sans incidence financière, tout comme avec incidence financière (à la hausse ou à la baisse).

Les modifications pourront notamment porter sur :

- **Ouverture du périmètre vers des produits d'occasion et/ou reconditionnés dans le cadre des 3 lots**
- **Modification du délai d'exécution dans le cadre du lot 1 :**

La date de début d'exécution et/ou la durée d'exécution relatives aux marchés subséquents passés dans le cadre du lot 1 pourront être modifiées en raison de contraintes internes à l'établissement.

- **Evolution des familles de salles dans le cadre du lot 1 :**

L'université se réserve la possibilité d'ajouter ou retirer une ou plusieurs familles de salles susceptibles d'être installées dans le cadre du lot 1.

- **Evolution des familles de produits dans le cadre des lots 2 et 3 :**

L'université se réserve la possibilité d'ajouter ou retirer une ou plusieurs familles de produits.

- **Modification du bordereau des prix unitaires dans le cadre des lots 2 et 3 :**

- De nouveaux articles pourront être ajoutés au bordereau des prix unitaires (BPU) du fait de nouveaux besoins de l'établissement. Des références peu demandées pourront à l'inverse être retirées du BPU.

- Des références pourront être substituées, notamment pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique, d'obsolescence ou de modification de la réglementation, selon les conditions de l'article 12 du présent CCAP.

21.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 22 – SUSPENSION DE L'ACCORD-CADRE EN COURS D'EXÉCUTION

En cas de confinement dû à une pandémie ou tout autre évènement exceptionnel affectant l'exécution de l'accord-cadre, le Président de l'établissement ou son délégué pourra suspendre l'exécution du présent accord-cadre et des éventuels marchés subséquents et bons de commande en cours d'exécution.

Cette suspension prendra la forme d'un ordre de service signé par l'acheteur. La reprise de l'accord-cadre fera l'objet d'un nouvel ordre de service dans les conditions précitées.

La suspension sera sans incidence sur la durée de l'accord-cadre prévue à l'article 4 du présent document sauf accord de l'acheteur et conformément aux règles de la commande publique.

ARTICLE 23 – LANGUE

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en langue française.

ARTICLE 24 – MONNAIE

L'unité monétaire relative à l'accord-cadre est l'euro.

ARTICLE 25 – LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal administratif de Pau est seul compétent.

ARTICLE 26 – INSTANCE CHARGÉE DES RECOURS

Tribunal administratif de Pau :

Villa Noulibos

50, Cours Lyautey

64010 Pau CEDEX

Téléphone : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Site internet : <http://pau.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 27 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Université de Pau et des pays de l'Adour

Direction des achats et du pilotage de la dépense

Pôle Finances

Avenue de l'université – BP 576

64012 Pau cedex

Courriel : achats-publics@univ-pau.fr

ARTICLE 28 – DEROGATION AU CCAG-FCS

Article du CCAP/CCTP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Commentaires – objet de la dérogation
10.3.4 CCAP	13.3	L'ordonnateur ayant validé l'EJ-commande peut accorder une prolongation du délai d'exécution au titulaire
13.1.3 CCAP	10.1.2 et 10.2.4	L'actualisation des prix s'effectue en prenant en compte la date limite de remise des offres.
13.2 CCAP	10.2.4	La révision des prix s'effectue en prenant en compte la date limite de remise des offres.
18.1 CCAP	14.1	L'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités. Le titulaire encourt sans mise en demeure les pénalités.
18.2 CCAP	14.1	La formule d'application des pénalités de retard de livraison ou d'exécution est modifiée.
13.2.1 CCTP	28.1 et 28.2	Pour le lot 1, deux types de vérifications sont prévues : - La vérification d'aptitude - La vérification de service régulier constatée dans un délai de 1 à 2 mois à compter de la vérification d'aptitude
13.2.1 CCTP	30.1	Pour les lots 2 et 3, l'admission prend effet dans un délai de 1 mois à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.